

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

Objet du marché :

Prestations de fourniture de données images à Très Haute
Résolution Spatiale (THRS)

Procédure de passation : Le présent marché est issu d'une procédure avec négociation passée en application des articles L 2124-1, L 2124-3, R 2124-1, R 2124-3 et R 2161-12 à R 2161-20 du Code de la commande publique (CCP).

Le présent marché porte sur des prestations de services et est régi par le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Code nacre : TB.03 Acquisition de données

Code CPV : 72319000-4 Services de fourniture de données

ARTICLE 1^{ER} : CONTEXTE - OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 CONTEXTE.....	4
1.1.1 <i>Présentation de INRAE</i>	4
1.1.2 <i>Présentation du dispositif DINAMIS</i>	4
1.2 OBJET DU MARCHE	5
1.3 PROCEDURE	5
1.4 FORME	6
1.5 MARCHE SIMILAIRE.....	6
1.6 DUREE & DELAIS D'EXECUTION	7
1.6.1 <i>Durée du marché</i>	7
1.6.2 <i>Délai d'exécution</i>	7
1.6.3 <i>Prolongation des délais d'exécution</i>	8
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	8
2.1 PIECES CONTRACTUELLES A LA NOTIFICATION DU MARCHE.....	8
2.2 PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA NOTIFICATION DU MARCHE.....	8
2.3 EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES	9
ARTICLE 3 : PRIX	9
3.1 ETABLISSEMENT DES PRIX	9
3.1.1 <i>Les prix unitaires issus de la grille de conversion définie dans le Bordereau de Prix unitaires (BPU)</i>	9
3.1.2 <i>Les prix unitaires issus de la grille d'achat</i>	9
3.2 CONTENU DES PRIX	9
3.3 VARIATIONS DES PRIX	10
3.3.1 – <i>Mois d'établissement des prix du marché</i>	10
3.3.2 – <i>Modalité des variations des prix</i>	10
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
4.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
4.1.1 <i>Conditions générales</i>	10
4.1.2 <i>Réunion de démarrage des prestations</i>	11
4.1.3 <i>Grille d'Achat réservée aux Utilisateurs Autorisés DINAMIS</i>	11
4.1.4 <i>Garantie des droits concédés</i>	11
4.2 MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE	12
4.3 CONFIDENTIALITE	12
4.4 PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
ARTICLE 5 : REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	13
5.1 CONFORMITE AU RGI.....	13
5.2 CONFORMITE RGAA.....	13
5.3 CONFORMITE AU RGS.....	13
5.4 CONFORMITE A LA PSSIE	14
5.5 CONFORMITE AU REGLEMENT EUROPEEN 2016/679 - RGPD	14
5.6 OBLIGATION DE SECURISATION DES DONNEES.....	14
5.7 SECURISATION DES PRESTATIONS ET DU SYSTEME D'INFORMATION	15
ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE	15
ARTICLE 7 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
7.1 OPERATIONS DE VERIFICATION	16
7.1.1 <i>Délai de vérification</i>	16
7.1.2 <i>Présence du Titulaire</i>	16
7.2 DECISION D'ADMISSION	17
7.3 GARANTIE TECHNIQUE.....	17
ARTICLE 8 : AVANCE	17
ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	18

9.1 ACOMPTES.....	18
9.1.1 Acomptes du socle annuel de crédits	18
9.1.2 Acompte des crédits supplémentaires de l'accord-cadre	18
9.2 MODALITES DE FACTURATION	18
9.3 MODALITES DE PAIEMENT	19
9.3.1 Modalités de paiement pour le socle de crédits de l'accord-cadre	19
9.3.2 Modalités de paiement pour les crédits supplémentaires de l'accord-cadre	19
9.3.3 Dispositions générales relatives aux modalités de paiement.....	20
9.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS	20
9.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	20
ARTICLE 10 : ASSURANCES.....	21
ARTICLE 11 : REPARATION DES DOMMAGES	21
ARTICLE 12 : PENALITES.....	21
12.1 PENALITES DE RETARD	21
12.2 AUTRES PENALITES.....	22
ARTICLE 13 : CLAUSES DE REEXAMEN.....	22
ARTICLE 14 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE.....	23
14.1 GENERALITES.....	23
14.2 MODIFICATIONS MINEURES	23
14.3 MODIFICATIONS MAJEURES	23
ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE	23
15.1 PRINCIPES GENERAUX.....	23
15.2 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS A L'ACCORD-CADRE.....	24
15.3 RESILIATION POUR EVENEMENT LIES A L'ACCORD-CADRE ET FORCE MAJEURE	24
15.4 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL.....	25
15.5 RESILIATION POUR FAUTE DE L'ACHETEUR.....	25
15.6 DECOMPTE DE RESILIATION.....	25
15.6.1 En cas de résiliation par l'acheteur	25
15.6.1 En cas de résiliation par le Titulaire.....	26
ARTICLE 16 : DROIT ET MONNAIE	27
16.1 DROIT APPLICABLE ET LANGUE.....	27
16.2 MONNAIE	27
ARTICLE 17 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION.....	27
17.1 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES	27
17.2 PROCEDURE CONTENTIEUSE.....	27
ARTICLE 18 : DEROGATIONS AU CCAG PI	27

ARTICLE 1^{ER} : CONTEXTE - OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Contexte

1.1.1 Présentation de INRAE

INRAE, Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, est issu de la fusion au 1^{er} janvier 2020 de l'Inra, Institut national de la recherche agronomique créé depuis 1946, et d'Irstea, Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture.

INRAE est un Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST) placé sous la double tutelle des ministères chargés de la recherche et de l'agriculture.

L'institut a pour missions de réaliser, d'organiser et de coordonner, à son initiative ou à la demande de l'État, tous travaux de recherche scientifique et technologique dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la forêt, de l'environnement, de l'eau, de la biodiversité, de la bioéconomie, de l'économie circulaire, de la gestion durable des territoires et des risques dans les champs de compétence précités. Les activités de recherche de INRAE s'appliquent aux domaines de la production agricole et de sa transformation, de la gestion de l'espace rural et des ressources naturelles, et de l'alimentation de l'homme.

Ses missions générales sont :

- De produire et de diffuser des connaissances scientifiques ;
- De concevoir des innovations et des savoir-faire pour la société ;
- D'éclairer, par son expertise, les décisions des acteurs publics et privés ;
- De développer la culture scientifique et technique et de participer au débat science/société ;
- De former à la recherche et par la recherche.

INRAE est constitué de 14 départements de recherche, cœur de l'activité scientifique auxquels sont rattachées 273 unités de recherche, expérimentales ou de service.

Un département se caractérise par ses disciplines, ses thématiques et ses objets d'étude. Il contribue, pour son périmètre scientifique et thématique, à l'élaboration de la stratégie scientifique de l'Institut et de sa stratégie de partenariat pour l'innovation, et les traduit en termes opérationnels. La production de certaines données nécessaires à l'activité scientifique est assurée par ses unités expérimentales qui lui sont attachées s'il en a.

INRAE se répartit en 18 centres régionaux présents sur tout le territoire français (dont la Corse et Antilles-Guyane) et un Centre-Siège bi-site Paris-Antony. Chaque centre rassemble un ensemble d'unités de taille variée (de 4 personnes à plus de 300). <https://www.inrae.fr/centres>

L'unité est au cœur du système d'organisation d'INRAE. Elle représente le niveau opérationnel de base de l'organisation scientifique et administrative et constitue à ce titre la première interface fonctionnelle pour les agents.

1.1.2 Présentation du dispositif DINAMIS

Le Dispositif DINAMIS¹ centralise l'accès aux images à THRS pour de nombreux utilisateurs en France, hors activités commerciales. Il a pour objectif de faciliter l'accès et de développer l'usage public des données issues des systèmes satellitaires. Il s'adresse prioritairement aux acteurs publics

¹ DINAMIS : Désigne le « Dispositif Institutionnel National d'Accès Mutualisé en Imagerie Satellitaire » mis à disposition et soutenu financièrement par le Consortium en tant que service transverse dans l'Infrastructure Data Terra.

français, scientifiques et non scientifiques, aux partenaires scientifiques étrangers, mais aussi aux acteurs privés investis dans la R&D ou dans des prestations de service pour les acteurs publics français.

Sa vocation est de mutualiser les coûts d'approvisionnement et les moyens de diffusion de jeux d'imageries satellitaires à usages publics, et particulièrement ceux des données commerciales.

Ses utilisateurs appartiennent aux communautés scientifiques nationales et internationales, aux acteurs institutionnels du territoire national (métropole et DROM), aux acteurs privés (sous conditions) et associatifs nationaux.

Ses objectifs sont de soutenir le développement, par ses communautés d'utilisateurs, de l'usage de produits ou de services élaborés issues d'imageries satellitaires d'observation de la Terre diffusées par DINAMIS :

- Possibilité de soumettre des Demandes d'imageries satellitaires de THRS ;
- Diffusion via un Catalogue DINAMIS² de produits images de THRS et de Haute Résolution Spatiale (HRS) auprès des communautés scientifiques nationales et internationales, des acteurs publics nationaux, des acteurs privés nationaux (sous conditions) ;
- Animation du Portail web d'utilisateurs, diffusion d'actualités et d'informations utiles, partenariats...

Ses ressources sont dédiées à l'approvisionnement de produits images satellitaires THRS du territoire national et des zones d'intérêt dans le Monde, ainsi qu'au maintien en conditions opérationnelles des outils et services qu'il offre à ses utilisateurs.

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de fourniture de données images à Très Haute Résolution Spatiale (THRS) dans le cadre de DINAMIS pour le compte de INRAE, qui agit alors en tant que partenaire du Consortium³. Ce partenariat est porté, au sein de INRAE, par l'UMR TETIS (Territoire Environnement Télédétection Information Spatiale) du Centre de recherche INRAE Occitanie-Montpellier.

Le Titulaire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent marché.

La consistance des prestations, les délais de réalisation ainsi que leurs spécifications sont contenus dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et l'offre finale remise par le Titulaire.

1.3 Procédure

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique (CCP).

Il est passé selon une **procédure avec négociation** en application des dispositions des articles L 2124-1, L 2124-3, R 2124-1, R 2124-3 et R 2161-12 à R 2161-20 du CCP.

En effet, le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait :

- de circonstances particulières liées à sa nature et à sa complexité ;
- de la nécessité d'adapter des solutions immédiatement disponibles.

En l'espèce, la négociation est une phase primordiale de la procédure en raison notamment :

- De la comptabilité unique à mettre en place sous forme de crédit image (v. art. 7 CCTP) ;
- De la mise en place de licences d'utilisation, pour chaque type de données THRS fournis, répondant aux fondamentaux de DINAMIS (v. art. 8 du CCTP) ;

² Catalogue DINAMIS : désigne le système qui moissonne les produits images hébergés sur toutes les infrastructures DINAMIS. Il permet la consultation de l'intégralité de ces données et autorise leur téléchargement pour les Utilisateurs Autorisés. URL : <https://catalogue-dinamis.data-terra.org/>

³ Consortium : désigne les partenaires soutenant financièrement le Dispositif DINAMIS et ayant signé la Convention de Coopération Public-Public. Ces partenaires sont actuellement le CNES, l'IGN, le CNRS, INRAE, l'IRD et le CIRAD.

- De la Grille d'Achats réservés exclusivement aux commandes des Utilisateurs Autorisés (v. art. 9 du CCTP)

1.4 Forme

Conformément à l'article L 2113-11 du CCP, le présent marché n'est pas alloué pour ne pas risquer de rendre encore plus techniquement difficile et, *a fortiori*, financièrement plus coûteuse, l'exécution des prestations. L'un des principaux risques identifiés est, en démultipliant les intervenants sur un même projet, l'augmentation du risque de partage de responsabilité ou de déni de responsabilité entre les différents titulaires en cas d'anomalie ou de mauvaise exécution des prestations.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) et aucune variante ne sont prévues ni autorisées dans le présent marché.

Ce dernier est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande à prix unitaires en application des articles L 2125-1 1°, R 2162-1 à R 2162-6, R 2162-13 et R 2162-14 du CCP.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure de l'émergence des besoins. Les bons de commande sont élaborés suivant les prix établis conformément à l'article 3 du présent CCAP. L'émission des bons de commande peut intervenir uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre en application de l'article R 2162-5 du CCP.

Conformément à l'article R 2162-4 du CCP, l'accord-cadre est conclu :

- Avec un **minimum d'un montant de 100 000 € HT** correspondant à l'acquisition du socle de 100 crédits image ;
- et avec **un maximum sur 4 ans, en valeur, d'un montant de 4 900 000 € HT**

Les bons de commande peuvent être adressés dès la notification du présent accord-cadre et jusqu'à son échéance. Ils pourront continuer à produire leurs effets après l'expiration de l'accord-cadre pour une durée qui ne pourra dépasser six (6) mois.

Les bons de commande sont émis sans négociation ni remise en concurrence préalable.

Chaque bon de commande comporte les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre correspondant (numéro du « marché ») ;
- La référence du numéro du bon de commande ;
- L'émetteur du bon de commande ;
- Le destinataire des prestations ;
- La description des prestations par référence au prix forfaitaire ou au BPU ;
- Le montant HT par référence au prix forfaitaire ou au BPU ;
- Le montant TTC par référence au prix forfaitaire ou au BPU ;
- Le montant de la TVA par référence au prix forfaitaire ou au BPU.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux informations stipulées sur le bon de commande.

1.5 Marché similaire

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au Titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de ce marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R 2122-7 du CCP.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.6 Durée & Délais d'exécution

1.6.1 Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu pour une période initiale d'un an (12 mois). Sa durée maximale est de 4 ans.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG PI, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de trois (3) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

L'accord-cadre peut être **reconduit sur décision expresse de INRAE** qui doit être prise **au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de la période en cours**. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an (12 mois).

Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre, en aucun cas, au profit du Titulaire un droit à une compensation financière. Le Titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la prise d'effet de la décision de non-reconduction.

1.6.2 Délai d'exécution

Suite à la notification du présent accord-cadre, un bon de commande est émis dont l'objet est l'acquisition du « socle de crédits » annuel décrit à l'article 7 du CTP. Ce socle comprend 100 crédits image consommables et attribués à INRAE à compter de la date du bon de commande.

INRAE peut compléter ce socle au moyen de bon de commande au fur et à mesure de l'émergence des besoins en crédits image supplémentaires pour la réalisation de prestations supplémentaires de fournitures d'images THRS.

A chaque reconduction, un nouveau bon de commande est émis au titre du socle annuel de crédits.

L'intégralité des crédits non consommés, que ce soit ceux issus du socle de crédits annuel ou ceux acquis en supplément, de l'année en cours (N, N+1, N+2) sont automatiquement reconduits l'année suivante, en cas de reconduction de l'accord-cadre. Les crédits peuvent ainsi être consommés sur la durée globale du marché.

Les crédits non consommés à la date de fin du marché peuvent être consommés aux conditions du marché durant les 6 mois suivants.

Dans le cas où l'accord-cadre est reconduit expressément à trois reprises, les crédits de l'année N sont reportables et peuvent alors être consommés au maximum à l'année N+3 + 6 mois.

Les bons de commandes peuvent être émis uniquement durant la période de validité de l'accord-cadre. A l'issue de la dernière année d'exécution de l'accord-cadre, les bons de commandes peuvent s'exécuter au maximum jusqu'à 6 mois après la fin de l'accord-cadre.

1.6.3 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par INRAE dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG PI.

Ainsi, lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de INRAE ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, INRAE prolonge le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG PI.

Si une crise à l'image de celle de la crise sanitaire de la Covid-19 venait à se reproduire pendant le délai de réalisation du présent marché, le délai de réalisation serait prorogé en fonction de l'impact de l'épidémie sur le fonctionnement de l'activité du Titulaire. Cependant ce délai ne pourrait se poursuivre au-delà du 01/01/2031 date limite imposée par le financeur pour justifier des dépenses. Cet article constitue une clause de réexamen. Ce réexamen se fait sous la forme d'un certificat administratif transmis pour information au Titulaire.

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

2.1 Pièces contractuelles à la notification du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières :
 - Annexe 1 : le BPU avec la grille de conversion ;
 - Annexe 2 : la Grille d'Achat destinées aux Utilisateurs Autorisés ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'annexe 1 du CCTP : DR01 Licence SPOT 6-7 DINAMIS-GEOSUD v.2 ;
- L'annexe 2 du CCTP : DR01 Licence SPOT 6-7 DINAMIS-GEOSUD en. ;
- Les réponses aux questions dans le cadre de la consultation ;
- L'offre technique finale du Titulaire ;
- Les pièces supplémentaires de nature technique présentées par le Titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres.

Toute clause portée dans les documents du Titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est **réputée non écrite. Les conditions générales de vente sont concernées par cette disposition.**

Les pièces générales (CCAG PI) ne sont pas jointes au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter.

2.2 Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché

Chaque bon de commande et ses éventuelles annexes émis dans le cadre du marché constituent des pièces contractuelles du marché postérieures à sa notification.

Le marché peut être modifié par avenant, signé des deux parties. Un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie générale du marché ni en changer l'objet.

2.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le marché, constitué des documents contractuels définis *supra*, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 : PRIX

3.1 Etablissement des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaire, sur la base de la grille de conversion de crédit image telle que prévu à l'article 7 du CCTP.

Il prévoit également une grille tarifaire dont les prix unitaires sont réservés aux seuls Utilisateurs Autorisés DINAMIS (v. art. 9 du CCTP).

Les prix sont tous établis, hors taxes, à la date prévue pour la remise des offres et pour les prestations définies dans le CCTP et l'offre technique finale du Titulaire. Ces prix sont fixés en conformité avec la réglementation des prix. Le taux de TVA appliqué sera celui en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf dispositions réglementaires contraires.

L'accord-cadre prévoit donc deux types de prix unitaires annexés à l'acte d'engagement :

3.1.1 Les prix unitaires issus de la grille de conversion définie dans le Bordereau de Prix unitaires (BPU)

Conformément à l'article 7 du CCTP, le Titulaire négocie auprès de chaque fournisseur une grille de conversion par produit en Crédit fonction de kilomètre carré (km²) du produit livré, pour chacun des Types de données satellitaires THRS fournis au titre du Marché.

$$\mathbf{1\text{ Crédit} = X,XX\text{ km}^2\text{ donc }1\text{ km}^2 = Y,YY\text{ Crédit} = (Y,YY \times 1\,000)\text{ € HT}}$$

La « Grille de conversion » en Crédit / km² ramenée au km² unitaire doit proposer des tarifs plus attractifs que la « Grille d'Achat » au km² définie à l'article 9 du CCTP.

En fonction de l'émergence des besoins, INRAE peut commander au Titulaire des crédits supplémentaires au socle annuel de crédit, via un bon de commande, selon les conditions du marché, pour la réalisation de prestations supplémentaires de fournitures d'images THRS.

3.1.2 Les prix unitaires issus de la grille d'achat

Conformément à l'article 9 du CCTP, le Titulaire fournit une Grille d'Achat applicable et exclusivement réservée aux commandes directes des Utilisateurs Autorisés.

Cette Grille d'Achat prévoit le prix de la fourniture d'image THRS en euro hors taxes (HT) au kilomètre carré (km²) unitaire pour chacun des Types de données satellitaires THRS fournis au titre du marché.

3.2 Contenu des prix

Les prix prévus par le marché sont réputés comprendre, outre les prestations dont ils sont l'objet, tous les frais annexes nécessaires à leur exécution et notamment :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- Les frais afférents aux assurances,

- Les frais de tous les intervenants nécessaires à la réalisation des prestations ainsi que tous les frais techniques et de déplacement (transports, hôtels, restaurants, etc...),
- Les réunions, présentations orales, séances de travail, frais de secrétariat, frais postaux,
- La saisie électronique des livrables,
- La documentation et notamment la rédaction des rapports et des comptes rendus de réunions techniques,
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires,
- Ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations.

3.3 Variations des prix

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre à compter de sa date de notification. Ils sont ensuite révisés annuellement suivant les modalités fixées ci-dessous.

3.3.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui correspond à la date limite de remise des offres finales. Ce mois est appelé « mois zéro » (M₀).

3.3.2 - Modalité des variations des prix

Les prix unitaires de l'accord-cadre sont révisés à chaque date anniversaire de l'accord-cadre, conformément à la réglementation en vigueur, dans la même proportion que la révision annuelle des grilles tarifaires - prix publics - du titulaire.

INRAE se réserve le droit de résilier, sans indemnité, le présent marché si l'augmentation annuelle est supérieure à 3%.

dans la limite d'une augmentation de 3 % par an.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché telles qu'elles sont décrites au CCTP et complétées par l'offre technique finale du Titulaire.

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Conditions générales

Le Titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché. Il s'engage à prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Il est astreint, pour l'ensemble des prestations à une obligation de résultat. Il s'engage à déployer tous les moyens complémentaires nécessaires pour aboutir aux résultats sur lesquels il s'est engagé et dont les modalités sont décrites dans le CCTP et dans son offre technique finale.

Le Titulaire s'engage, dans la réalisation de ses prestations, à mener les actions concourant au respect :

- De la qualité et la complétude des prestations précisées par les documents du marché ;
- Des délais convenus, tels que prévus par les documents du marché.

Le Titulaire est astreint, pour l'ensemble des prestations découlant du marché, à une obligation de diligence, de conseil et de service. Il s'oblige à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art. Aussi, s'il constate, dans les dispositions du CCTP, des tâches qui contreviennent aux règles de l'art, il est tenu d'en informer INRAE dans les meilleurs délais.

4.1.2 Réunion de démarrage des prestations

Afin de faciliter la mise en place du marché, une réunion de démarrage des prestations est organisée dans le mois suivant la notification. Elle a pour but de fixer les modalités pratiques d'exécution. Elle réunit l'ensemble des chercheurs et techniciens impliqués dans les activités de terrain.

Cette réunion a notamment pour objet la présentation de la (ou des) personne(s) amenées à intervenir dans l'exécution du marché.

En outre, elle permet au Titulaire de présenter les modes opératoires retenus de réalisation des prestations.

4.1.3 Grille d'Achat réservée aux Utilisateurs Autorisés DINAMIS

Lorsqu'un Utilisateur Autorisé, soumis au respect du CCP, a un besoin en images THRS approvisionnées dans le cadre du présent marché, et que ce besoin dépasse les volumes préfinancés par INRAE ainsi que les seuils de mise en concurrence, cet Utilisateur Autorisé doit alors mettre en œuvre une procédure de passation de marché public prévue par le CCP.

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à proposer *a minima* la Grille d'Achat prévue à l'article 9 du CCTP à l'Utilisateur Autorisé en réponse à cette procédure de passation du marché public.

4.1.4 Garantie des droits concédés

Par dérogation à l'article 35.2 du CCAG PI, les droits concédés, encadrés par les licences d'utilisation prévus par le CCTP et l'offre finale du Titulaire, n'autorisent pas les exploitations commerciales par l'acheteur

Le Titulaire du présent accord-cadre ne peut opposer ses droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature à l'usage des produits lorsque celui-ci est conforme aux besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre. Il garantit à l'acheteur la jouissance pleine, entière et libre de toute servitude des droits concédés aux termes du présent marché.

A ce titre, le Titulaire garantit :

- Qu'il détient les droits de propriété suffisants ou les droits de diffusion accordés par le titulaire des droits de propriété sur les produits ;
- Qu'il indemnise l'acheteur, en l'absence de faute qui serait directement imputable à ce dernier, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'usage des produits porterait atteinte. Si l'acheteur est poursuivi du fait de l'usage des produits et s'il n'existe pas de faute de ce dernier, il en informe sans délai le Titulaire du présent accord-cadre qui peut alors intervenir à l'action judiciaire ;
- Qu'il apporte, dans ces dernières hypothèses, à l'acheteur concerné l'assistance nécessaire à ses frais ;
- Qu'il s'engage, à son choix :
 - Soit à modifier ou remplacer les éléments objets du litige de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre ;
 - Soit à faire en sorte que l'acheteur puissent utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaire ;

- Soit, dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi dans la limite de la responsabilité du Titulaire telle que définie à l'article 11 du présent CCAP.

4.2 Moyens mis à disposition du Titulaire

INRAE s'engage à fournir au Titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, toutes les informations et données dont il dispose et qui sont nécessaires à la bonne exécution du marché.

4.3 Confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG PI, les parties qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'information qu'elle a, elle-même, rendues publiques.

Il est précisé que, sauf disposition contraire ou autorisation préalable écrite d'une partie à l'autre, les parties s'engagent à ne pas divulguer à des tiers les documents, informations, fichiers de données et logiciels, assortis de leur documentation, qui sont mis à leur disposition ou auxquels elles ont accès pendant l'exécution du présent accord-cadre identifiés expressément comme confidentiels.

Les parties font prendre connaissance de ces dispositions à leur personnel, sous-traitants et fournisseurs et autres contractants. Elles prennent les mesures nécessaires pour leur faire respecter cette obligation de confidentialité et répondent de son respect par leurs soins.

Les parties s'engagent à ne pas utiliser les informations confidentielles reçues dans le cadre du présent accord-cadre à des fins autres que celles jugées nécessaires pour l'exécution de l'accord-cadre.

Ne sont pas considérées comme des informations confidentielles les informations dont la partie réceptrice peut apporter la preuve :

- Que ces informations étaient dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou qu'elles auraient été rendues public pendant l'exécution du marché par l'autre partie, et ce, en l'absence de faute et/ou de négligence ou violation de l'accord-cadre imputable à aucune des parties ;
- Ou que ces informations ont été obtenues par la partie réceptrice de manière licite d'un tiers bénéficiant d'un droit de divulgation ;
- Ou que ces informations ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par la partie réceptrice sans recourir aux informations confidentielles ;
- Ou que ces informations ont été divulguées avec l'autorisation préalable écrite de l'autre partie.

Les obligations des parties cessent uniquement lorsque les informations confidentielles sont tombées dans le domaine public, pour autant que la divulgation ne résulte pas de la faute de la partie réceptrice.

4.4 Propriété intellectuelle

En complément des dispositions du chapitre 6 du CCAG PI, l'acheteur reconnaît que les données THRS sont protégées par le droit de la propriété intellectuelle.

Il s'engage à imprimer et à indiquer la mention de droits d'auteurs sur tous les produits basiques ou les produits à valeur ajoutée qu'il produira, de telle sorte que les droits d'auteurs du Titulaire ou de ses fournisseurs soient connus de tous.

L'acheteur reconnaît qu'il est essentiel pour le Titulaire et son/ses bailleurs de licence que leurs droits de propriété intellectuelle sur les données THRS et les droits concédés à l'acheteur, aux membres de DINAMIS et aux Utilisateurs Autorisés en vertu du présent accord restent protégés et ne fassent l'objet d'aucune contrefaçon. Si tel était le cas, le titulaire des droits d'auteurs serait en droit de réclamer des dommages-intérêts pour réparer les pertes ou dommages qu'il aurait subis.

ARTICLE 5 : REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

La gestion des données par le Titulaire doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM. La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

5.1 Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016, *JORF* n° 0095 du 22 avril 2016 texte n° 1).

Information concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

5.2 Conformité RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Ils disposent que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Information concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

5.3 Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,
Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire.
Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du Titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

5.4 Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

5.5 Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement.

Le Titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-PI et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le Titulaire est conjointement responsable, le Titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données de l'établissement bénéficiaire obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données de l'établissement bénéficiaire, pourra être exigée par l'établissement bénéficiaire auprès du Titulaire.

5.6 Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le Titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,

- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par l'établissement bénéficiaire puis détruire l'ensemble des données de l'établissement bénéficiaire détenues par le Titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché.
- Mettre à la disposition de l'établissement bénéficiaire les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'établissement bénéficiaire.

5.7 Sécurisation des prestations et du Système d'information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le Titulaire s'engage notamment à :

- La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
- Les développements spécifiques,
- L'hébergement des données et des services,
- La gestion des incidents de sécurité du Titulaire,
- Le maintien en condition de sécurité,
- La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
- La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le Titulaire.

ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions des articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du CCP, et sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à INRAE ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration de sous-traitance dûment remplie - formulaire DC4 ou équivalent, disponible au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le Titulaire fournira en appui de la demande d'acceptation, un dossier de présentation du sous-traitant qui doit comporter les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du Titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques :

- DC2 (déclaration concernant le chiffre d'affaires global, déclaration indiquant les effectifs moyens annuels, Certifications / Qualifications demandées), formulaire disponible au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Une liste des services exécutés au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les services les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des services.
- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois

- La liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail au sens de l'article D 8254-2 du Code du travail.
- L'attestation fiscale attestant du paiement des obligations fiscales.
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales attestant du paiement des cotisations et contributions sociales, datant de moins de 6 mois.
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle, en cours de validité.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet, attestant de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, de restituer l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré ou d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations n'est pas règlementairement autorisée.

La sous-traitance devient effective dès la notification de l'acte DC4 dûment signé par le Titulaire du marché, le sous-traitant et INRAE.

En cas de sous-traitance, le Titulaire assure seul et personnellement, vis-à-vis de INRAE, la responsabilité du marché qui lui a été confié.

ARTICLE 7 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le représentant de INRAE conformément aux dispositions prévues par les articles 28 à 31 du CCAG PI, excepté pour les points suivants.

7.1 Opérations de vérification

Pour rappel, l'article 28.1 du CCAG PI prévoit que ces opérations ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le Titulaire :

- A mise en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans l'accord-cadre comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur sur les livraisons réalisées au titre du marché.

7.1.1 Délai de vérification

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, INRAE dispose d'un délai de **sept (7) jours** pour procéder aux vérifications et notifier sa décision après vérifications.

Par dérogation à l'article 28.3.2 du CCAG PI, le point de départ du délai est la date de livraison par le Titulaire des prestations à INRAE.

7.1.2 Présence du Titulaire

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, INRAE indique, à la demande du Titulaire, la ou les dates et heures fixées pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du Titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérifications.

7.2 Décision d'admission

Par dérogation à l'article 29 du CCAG PI, à l'issue des opérations de vérification, INRAE prend, dans le délai prévu à l'article 7.1.1 du présent CCAP, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

La décision d'admission consiste en la validation du tableau de suivi de consommation des crédits joint à la facture par le titulaire.

Si INRAE ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article 7.1.1 précité, les prestations sont considérées comme admises avec effet à compter de l'expiration du délai.

Chaque prestation distincte fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

7.3 Garantie technique

Par dérogation à l'article 30 du CCAG PI, le Titulaire ne garantit pas que les données THRS, quel qu'en soit le Type, répondent aux exigences ou aux attentes de l'acheteur, des membres de DINAMIS et/ou des Utilisateurs Autorisés.

Les données THRS, quel qu'en soit le Type, sont fournies et licenciées, dans le cadre du présent accord-cadre, telles quelles, sans garanties, représentations ou conditions implicites ou explicites, écrites ou orales, découlant de la loi. Le Titulaire renonce à accorder et l'acheteur renonce à exiger toute garantie, qu'elle soit implicite, légale ou autre, ainsi qu'à toute responsabilité concernant le caractère commercial, la longévité des données THRS.

ARTICLE 8 : AVANCE

L'option B de l'article 11.1 du CCAG PI s'applique.

Le Titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions de l'article R 2191-3 du CCP, pour tout marché supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renonciation expresse du Titulaire dans l'acte d'engagement. Conformément à l'article R 2191-7 du code précité, le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant TTC du marché pour les PME et 5 % pour les autres entreprises. L'avance est payée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du bon de commande. Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au Titulaire pour chaque reconduction dans les conditions prévues au présent article.

Sauf renonciation expresse du Titulaire dans l'acte d'engagement, cela implique, dans le présent accord-cadre, qu'une avance est versée à l'émission du bon de commande du socle annuel de 100 crédits et, en cas de reconduction expresse de l'accord-cadre, à chaque émission d'un nouveau bon de commande de ce même socle annuel de 100 crédits.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au Titulaire. Ce remboursement est imputé par l'acheteur par précompte sur les sommes dues au Titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

9.1 Acomptes

9.1.1 Acomptes du socle annuel de crédits

En application des articles L 2191-4, R 2191-20 et R 2191-21 du CCP, les prestations du marché relevant du socle annuel de crédits qui ont commencé à être exécutées donnent lieu aux versements d'acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

En application de l'article R 2191-22 du CCP, les acomptes du socle de crédits de l'accord-cadre sont versés selon une périodicité fixée à trois (3) mois maximum, délai ramené à un (1) mois dans le cas où le Titulaire est une petite ou moyenne entreprise (PME).

Ces acomptes sont versés uniquement sur demande du Titulaire, sous réserve de la certification du service fait, conformément aux dispositions ci-dessous des articles 9.2 et 9.3 du présent CCAP.

Le montant d'un acompte est alors établi au regard de la consommation des crédits image proposée par le Titulaire, à échéance trimestrielle, ou mensuelle si le Titulaire est une PME, sur présentation d'une **facture accompagnée du modèle de suivi des consommations de crédits image, prévu à l'article 7 du CCTP, et après vérification et validation par INRAE telles que prévues par l'article 7 du présent CCAP.**

9.1.2 Acompte des crédits supplémentaires de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 11 du CCAG PI, quel que soit le nombre de crédit image commandé en supplément, ces crédits **sont réglés en totalité à la commande avec certification du service fait instantanée.**

Toutefois, une demande de paiement doit être faite par le Titulaire, qui doit déposer une facture correspondant au bon de commande émis.

9.2 Modalités de facturation

La facturation se fera trimestriellement, ou mensuellement si le Titulaire est une PME, sur la base du BPU prévus dans l'acte d'engagement.

Conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat, « **Chorus Pro** », par dépôt au format pdf sur le site suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Cette obligation légale de dépôt des factures sur CHORUS PRO ne concerne que les entreprises dont le siège est en France.

Toutefois certaines entreprises étrangères déposent leur demande de paiement sur CHORUS PRO accessible en anglais https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1&lang=en_US en se fondant sur le support en anglais à cette adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/?lang=en>

Le Titulaire renseignera sur Chorus Pro les éléments suivants :

- Le numéro de SIRET du centre INRAE bénéficiaire ;

Le numéro SIRET du Centre INRAE Occitanie Montpellier est 180 070 039 01027 ;

- Le numéro du bon de commande.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- Le code TVA intracommunautaire du Titulaire ;
- Le numéro de SIRET du Titulaire ;
- Le numéro SIRET de INRAE suivant 180 070 039 01027 ;
- Le code TVA intracommunautaire de INRAE suivant : FR57180070039 ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande associé au marché (n° d'engagement)
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- La date d'exécution des prestations ;
- Le numéro de compte bancaire du Titulaire (IBAN et BIC) ;
- Le montant HT des prestations ou fournitures ou fournitures exécutées établi conformément aux stipulations du marché et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant le cas échéant le montant de la TVA des prestations exécutées par le ou les sous-traitants) ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et les factures des sous-traitants.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du Centre Occitanie-Montpellier.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre Occitanie Montpellier.

9.3 Modalités de paiement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique par virement administratif au compte ouvert au nom du Titulaire à partir du RIB indiqué dans l'acte d'engagement.

9.3.1 Modalités de paiement pour le socle de crédits de l'accord-cadre

Les sommes dues au Titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes et **sous réserve de certification du service fait** conformément à l'article 9.1.1 du présent CCAP.

9.3.2 Modalités de paiement pour les crédits supplémentaires de l'accord-cadre

Les sommes dues au Titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes par application des dispositions de l'article 3 1° c) de l'arrêté du 12 mars 2020 relatif à la procédure du service fait présumé mise en œuvre par les ordonnateurs de l'Etat.

En effet, la procédure du service fait présumé peut-être mise en œuvre par les ordonnateurs pour les dépenses d'« abonnements et consommations de services de communications électroniques »⁴ faisant l'objet de paiements multiples :

1. Lorsqu'il apparaît postérieurement au paiement que des sommes ont été payées indûment, l'ordonnateur demande au Titulaire de procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur ses prochaines factures adressées à INRAE. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.
Par exception lorsque le Titulaire ne peut procéder au remboursement dans les conditions mentionnées à l'alinéa précédent, il adresse à l'ordonnateur une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment.
2. Lorsque la procédure prévue au 1. ne peut être mise en œuvre, l'ordonnateur émet un ordre de recouvrer à l'encontre du Titulaire conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

9.3.3 Dispositions générales relatives aux modalités de paiement

Conformément aux stipulations des articles L 2192-10, R 2192-10, R 2192-12 et R 2192-13 du CCP, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le Titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

9.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG PI.

9.5 Paiement des sous-traitants

L'acte d'engagement ou le DC4 indique le maximum qui doit être réglé aux sous-traitant éventuels. Le sous-traitant de premier rang doit être payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est supérieur au seuil de 600 euros TTC défini à l'article 6 du titre II de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

Le sous-traitant de 2^{ème} rang ou d'avantage ne bénéficie pas du droit de paiement direct.
La facture du sous-traitant en paiement direct est à libeller au nom du Titulaire du marché.

Conformément aux articles R 2193-11 et suivants du CCP, le « sous-traitant direct » adresse, au Titulaire de l'accord-cadre (ou cotraitant), sa demande de paiement libellée au nom du Titulaire du marché (ou cotraitant le cas échéant), par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

⁴ Article 3 1° c), arrêté du 12 mars 2020 relatif à la procédure de service fait présumé mise en œuvre par les ordonnateurs de l'Etat en application de l'article 31 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000041737534/>

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'AR ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part à INRAE, d'autre part au sous-traitant. Passé ce délai mentionné à l'article R 2193-12 du CCP, le Titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande de paiement, dans les conditions fixées à l'article R 2193-11 du CCP, ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le Titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à INRAE accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

INRAE adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et l'informe des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 10 : ASSURANCES

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies, la responsabilité qu'il peut encourir :

- de son fait,
- du fait des personnes travaillant sous ses ordres à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés,
- des dégâts et dommages survenus à l'occasion de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, le Titulaire doit justifier, avant la notification du marché, qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de INRAE en cas d'accidents ou de dommages matériels, immatériels ou corporels causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande de INRAE et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11 : REPARATION DES DOMMAGES

Les engagements financiers du Titulaire, en particulier ceux découlant de la mise en cause de sa responsabilité au titre de l'accord-cadre, ne peuvent excéder cent pour cent (100 %) du montant hors taxes des sommes perçues au titre de l'ordre de service à l'origine du dommage.

ARTICLE 12 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, INRAE se réserve le droit d'appliquer les pénalités.

12.1 Pénalités de retard

En cas de constatation d'inexécution totale ou partielle des prestations, définies au CCTP et dans l'offre finale du Titulaire, par le fait de ce dernier, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard. Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 1000$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations, sur laquelle est calculée la pénalité, fixée dans le BPU ;
- R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être retenues sur les sommes (précompte sur les acomptes ou sur le solde) à devoir au Titulaire ou faire l'objet d'un titre de recette, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du dysfonctionnement.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % de la partie forfaitaire hors taxe de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché

12.2 Autres pénalités

En cas de non-application de la Grille d'Achat, prévue par l'article 9 du CCTP, à un Utilisateur Autorisé par le Titulaire, ce dernier lui accorde à son prochain achat de données THRS prévues au présent accord-cadre **une remise équivalente au manque à gagner** de la non-application de la Grille d'Achat.

Dans le cas où un Utilisateur Autorisé passe une commande de données THRS prévues au présent accord-cadre auprès du Titulaire, si ce dernier n'applique pas les licences d'utilisation correspondantes prévues par le présent marché, INRAE se réserve le droit d'appliquer au Titulaire une pénalité de **150 € par jour** tant que les licences ne seront pas appliquées.

ARTICLE 13 : CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-1 du CCP, le présent marché peut être modifié en application des clauses de réexamen suivantes :

L'intégration de la fourniture d'un nouveau Type de données THRS par le Titulaire peut se faire en cours d'exécution de l'accord-cadre et a lieu par voie d'avenant.

Il en est de même pour l'extension du périmètre des Utilisateurs Autorisés.

Les prix unitaires prévus dans la grille de conversion et dans la grille d'achats peuvent faire l'objet d'une renégociation en cours d'exécution de l'accord cadre et donner lieu à la conclusion d'un avenant le cas échéant.

ARTICLE 14 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ

14.1 Généralités

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du Titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance de INRAE.

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant les changements l'affectant (extrait K-bis, copie de l'annoncé publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB etc...).

14.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du Titulaire
- Modification de l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement
- Modification des coordonnées bancaires

Ces modifications doivent être portées à la connaissance de INRAE dans les plus brefs délais.

14.3 Modifications majeures

Le Titulaire doit alerter INRAE à l'adresse mentionnées en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché conclus par INRAE, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par INRAE de la cession du marché, cette cession fait l'objet d'une modification du marché constatant son transfert au nouveau Titulaire. Celle-ci sera matérialisée par un avenant établi par INRAE.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du Titulaire d'exécuter le marché.

ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHÉ

15.1 Principes généraux

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre :

- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 15.2 ci-dessous ;
- soit à la demande du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 15.3 ci-après ;
- soit pour faute du Titulaire dans les conditions prévues par l'article 39 CCAG PI ;
- soit pour un motif d'intérêt général dans les conditions prévues à l'article 15.4 ci-dessous.

Le Titulaire peut résilier le présent accord-cadre pour faute de l'acheteur selon les modalités prévues à l'article 15.5 *infra*.

La partie qui a décidé de résilier l'accord-cadre notifie la décision de résiliation à l'autre partie. Sous réserve des dispositions particulières des articles 15.2 à 15.5 précités, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

A l'expiration ou à la résiliation de l'accord-cadre, qu'elle qu'en soit le motif, les parties conviennent de se réunir pour définir les modalités d'extension de la diffusion des produits dans le cadre

d'avenant ou d'un nouveau marché. Cependant, l'acheteur conserve le droit à utiliser l'archive des Types de données THRS acquises dans le cadre du marché pour ses besoins propres.

De même, les membres de DINAMIS et les Utilisateurs Autorisés conservent le droit d'utiliser les produits qui leur ont été diffusés pendant la durée de l'accord-cadre pour leurs besoins propres conformément aux dispositions des licences d'utilisation prévues par les documents du marché.

Les dispositions de cet accord-cadre qui, par leur nature, doivent rester en vigueur après la résiliation de l'accord-cadre, incluant, sans limitation, les dispositions relatives à la confidentialité, à la propriété intellectuelle, à la résiliation, aux limitations de responsabilité continuent à s'appliquer après l'expiration ou la résiliation *mutatis mutandi* de l'accord-cadre.

15.2 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

Les dispositions des articles 37.1 et 37.3 du CCAG PI ne s'appliquent pas dans le cas où le Titulaire est une personne morale.

15.3 Résiliation pour événement liés à l'accord-cadre et force majeure

Par dérogation à l'article 38.1 du CCAG PI, lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessite la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant de l'accord-cadre, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire.

Tout retard d'exécution, non-exécution ou mauvaise exécution, par l'une des parties ou les deux, d'une de leurs obligations prévues à l'accord-cadre est excusé, si, et, dans la mesure où, le retard d'exécution, la non-exécution ou la mauvaise exécution résulte d'un cas de force majeure.

Un cas de force majeure signifie tout événement échappant au contrôle raisonnable de la partie concernée, par exemple la suspension de la transmission ou de la distribution du Type d'image THRS, une guerre, des hostilités, une attaque ennemie, des troubles civils, un sabotage, un incendie, une inondation, une explosion, une épidémie, des restrictions de quarantaine, des perturbations d'approvisionnement auprès de sources normalement fiables (électricité, eau, carburant, etc.), et inclut une panne partielle ou total ou dysfonctionnement des systèmes fournissant les types de données THRS.

La période de non-exécution ou de retard d'exécution, ainsi que la période nécessaire à la réparation des dommages, causés par le cas de force majeure, est ajoutée au délai initialement imparti pour l'exécution de l'obligation affectée et pour l'exécution d'une obligation ou l'exercice d'un droit y afférent.

La partie réclamant la suspension de l'obligation qu'elle est dans l'incapacité d'exécuter pour cause de force majeure doit immédiatement notifier par écrit à l'autre partie les détails de cette incapacité.

Pendant la durée d'un cas de force majeure, les parties font leur possible pour résoudre le problème et en atténuer les conséquences. En particulier, le Titulaire déploie des efforts commerciaux raisonnables pour fournir à l'acheteur un accès aux ressources des Types de données THRS disponibles.

Si un cas de force majeure dure plus de 3 mois et empêche l'exécution de l'objet de l'accord-cadre, l'acheteur procède à sa résiliation. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité. Une réfaction sur le prix est alors appliquée au *prorata* de la période d'inexécution constatée par les deux parties.

15.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

En complément des dispositions de l'article 40 du CCAG PI, il est précisé que :

- Le montant initial hors taxes de l'accord-cadre s'entend comme le montant total hors taxes en valeur de base du socle annuel de crédits de l'accord-cadre ;
- Le pourcentage applicable à ce montant pour calculer le montant de l'indemnité de résiliation est de 5 %.

15.5 Résiliation pour faute de l'acheteur

Le Titulaire peut résilier l'accord-cadre pour faute de l'acheteur dans les cas suivants :

- L'acheteur ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité conformément aux articles 4.3 et 4.4 du présent CCAP ;
- L'acheteur ou un tiers, qui bénéficie des résultats du marché, ne respecte pas les droits de propriété intellectuelle, en particulier les dispositions des articles 33 et 35 du CCAG PI

Une mise en demeure, assortie d'un délai raisonnable minimal de 30 jours permettant de remédier à la situation, doit avoir été préalablement notifiée à l'acheteur et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le Titulaire informe l'acheteur des motifs de celle-ci, de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Le Titulaire ne peut toutefois pas résilier l'accord-cadre si l'acheteur oppose à cette mise en demeure un motif d'intérêt général.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui peuvent être intentées contre l'acheteur.

15.6 Décompte de résiliation

Par dérogation à l'article 41 du CCAG PI, les dispositions suivantes sont applicables.

15.6.1 En cas de résiliation par l'acheteur

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation qui est arrêté par l'acheteur et notifié au Titulaire. Ce décompte fait suite à une décision de résiliation en application des articles 15.2 à 15.4 du présent CCAP et 39 du CCAG PI. Il comprend :

Au débit du Titulaire :

- Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel, définitif et de solde ;
- Le montant des pénalités.

Au crédit du Titulaire :

- La valeur contractuelle des prestations admises, y compris, le cas échéant, les intérêts moratoires ;
- En cas de résiliation prise en application des articles 15.3 et 15.4 du présent CCAP :
 - Les dépenses engagées par le Titulaire en vue de l'exécution des prestations de la partie forfaitaire de l'accord-cadre qui n'ont pas été fournies à l'acheteur, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
 - Le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du présent accord-cadre ;
 - Le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution de l'accord-cadre ;
 - Les autres frais du Titulaire se rapportant directement à l'exécution de l'accord-cadre.
 - Les dépenses de personnel dont le Titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation de l'accord-cadre ;
 - Plus généralement, tous préjudices subis, du fait de la résiliation, par le Titulaire et éventuellement ses sous-traitant et fournisseurs ;
- En cas de résiliation prise en application de l'article 15.4 du présent CCAP, une somme forfaitaire calculée conformément à ce que prévoit l'article 40 du CCAG PI et l'article 15.4 du présent CCAP.

La notification du décompte par l'acheteur au Titulaire doit être faite au plus tard 2 mois après la date d'effet de la résiliation de l'accord-cadre.

Les pénalités de retard sont appliquées, le cas échéant, jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

15.6.1 En cas de résiliation par le Titulaire

Dans les 15 jours suivant la notification de la décision de résiliation à l'acheteur par le Titulaire, ce dernier remet à l'acheteur un projet de décompte de résiliation. L'acheteur accepte ou rectifie ce projet qui devient alors le décompte de résiliation. L'acheteur notifie le décompte arrêté de résiliation au Titulaire au plus tard 2 mois après la date d'effet de la résiliation de l'accord-cadre.

Les pénalités de retard sont appliquées, le cas échéant, jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Le décompte de résiliation pris en application du présent article du CCAP comprend :

Au débit du Titulaire :

- Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel, définitif et de solde ;
- Le montant des pénalités.

Au crédit du Titulaire :

- La valeur contractuelle des prestations admises, y compris, le cas échéant, les intérêts moratoires ;
- Les dépenses engagées par le Titulaire en vue de l'exécution des prestations de la partie forfaitaire de l'accord-cadre qui n'ont pas été fournies à l'acheteur, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
 - Le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du présent accord-cadre ;
 - Le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution de l'accord-cadre ;

- Les autres frais du Titulaire se rapportant directement à l'exécution de l'accord-cadre.
- Les dépenses de personnel dont le Titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation de l'accord-cadre ;
- Plus généralement, tous préjudices subis, du fait de la résiliation, par le Titulaire et éventuellement ses sous-traitant et fournisseurs ;

ARTICLE 16 : DROIT ET MONNAIE

16.1 Droit applicable et langue

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

Tous les documents liés à ce marché et à son exécution doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français par un traducteur agréé inscrit auprès d'une cour d'appel française.

16.2 Monnaie

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

ARTICLE 17 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

17.1 Règlement amiable des litiges

INRAE et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ainsi que les éventuels différends et litiges nés de l'exécution des prestations objet du présent marché.

17.2 Procédure contentieuse

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les deux parties sont soumises au Tribunal Administratif de Montpellier auquel les parties donnent attribution de compétence.

Tribunal Administratif de Montpellier

6, Rue Pitot,

34000 Montpellier

Tél : 04.67.54.81.00

E-mail : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

ARTICLE 18 : DEROGATIONS AU CCAG PI

Article du CCAP	Article du CCAG PI auquel il est dérogé	Thème
1.6.1	3.1.2	Notification du marché
2.1	4.1	Pièces contractuelles
4.1.4	35.2	Droits concédés
4.3	5.1	Confidentialité
7.11	28.2	Délai de vérifications

7.11 7.1.2	28.3.2	Point de départ du délai de vérifications
	28.5	Présence du titulaire aux opérations de vérifications
7.2	29	Décision après vérifications
7.3	30	Garantie technique
9.1.2	11	Acompte de la partie unitaire de l'accord-cadre
11	9.2	Assurance
10	14	Pénalités
10.1	14.1.2	Pénalités de retard
	14.1.3	Exonération de pénalités
15.1	36	Principes généraux relatifs à la résiliation
13.2	37.1	Résiliations pour événements extérieurs à l'accord-cadre
	37.6	
13.3	38.1	Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre
13.6	41	Décompte de résiliation

Fait à Montpellier, le 02 avril 2025